

Pas de garderies, pas d'intégration.
Des demandeurs d'asile et des groupes sociaux dénoncent le
manque d'accès aux services de garde subventionnés

Montréal, le 25 septembre 2018. Appuyé.e.s par plus de 20 organisations, des demandeurs et demandeuses d'asile publient une lettre ouverte (voir plus bas) aux chef.fes de partis pour demander la fin de leur exclusion des services de garde subventionnés et des centres de la petite enfance (CPE). Le Comité des demandeurs et demandeuses d'asile pour l'accès aux garderies dénonce que les enfants de demandeurs d'asile ne puissent accéder à ces espaces éducatifs et de socialisation indispensables. Il déplore aussi que les parents demandeurs d'asile soient empêchés de suivre des cours de Français ou postuler à des emplois pour lesquels ils et elles sont qualifié.e.s.

Dans une campagne électorale où l'intégration s'est imposée comme un enjeu majeur, le Comité trouve insensé que l'accès de toutes les familles aux garderies subventionnées et aux CPE ne soit pas garanti, peu importe leur statut. Le Comité souligne que le manque d'accès aux garderies affecte particulièrement les mères demandeuses d'asile.

En plus de la lettre ouverte aux partis en lice pour les élections du 1er octobre prochain, le Comité lance une pétition pour que les familles demandeuses d'asile aient accès à services de garde abordables. Les groupes et les individus sont invités à la signer. Le comité promet de talonner le prochain gouvernement afin qu'il mettent fin à cette politique discriminatoire concernant l'entrée dans les services de garde subventionnés.

Pour plus d'info et pour des entrevues:

Alexandra Pierre
438-838-2482

[Lettre ouverte](#)